

La difficile équation austérité-relance!

KHALID ADNANE

ANALYSE

La crise dans la zone euro s'éternise depuis plus de deux ans, mais l'arrivée de François Hollande à l'Élysée rallume une lueur d'espoir et peut s'avérer un tournant dans la gestion de cette crise. Contrairement à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, et à la chancelière allemande, Angela Merkel, M. Hollande (du parti socialiste) veut rompre avec ce qu'il a qualifié d'obsession de la rigueur budgétaire et de fatalité de l'austérité et miser plutôt sur la croissance économique et les politiques de relance pour sortir la zone euro de sa torpeur.

Son argument de choix sera le bilan économique désastreux des pays fragiles de la zone (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne) qui avaient accepté le remède de l'austérité radicale. En effet, les politiques mises de l'avant depuis plusieurs mois maintenant, censées redresser la situation budgétaire et économique de ces pays, n'ont finalement fait que les enfoncer davantage dans un profond cercle vicieux d'austérité-récession.

Une cure sévère et peu efficace

Un cas patent est celui de la Grèce qui, malgré plusieurs plans d'austérité, continue de sombrer profondément dans la récession. Ce pays a en effet perdu 20 % de sa richesse nationale depuis cinq ans et l'on prévoit que le PIB chutera encore de 5 % en 2012.

Même chose du côté du Portugal qui, un an après avoir opéré des coupes sévères, notamment en éducation et en santé ainsi que dans les régimes de retraite, a vu son endettement augmenter au lieu de baisser : la dette du Portugal qui représentait 93 % du PIB en 2010 est rendue à environ 110 % et atteindra 115 % en 2013.

Par ailleurs, l'Espagne

vit sous tension depuis des mois avec des manifestations populaires quotidiennes, et ce, malgré un changement de gouvernement et l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Le PIB ne cesse de se contracter et le taux de chômage culmine à plus de 24 % (50 % chez les moins de 25 ans), le plus haut taux de toute l'Union européenne. Ce n'est pas pour rien que ce pays vient de subir une autre dégradation de sa cote de crédit par l'agence de notation *Standard & Poor's*. Avec une cote de BBB+, les obligations espagnoles seront bientôt à la limite des obligations pourries « junk bonds » cotées à BB+, alors qu'il y a trois ans à peine, elles bénéficiaient d'une note triple A.

Pour sa part, l'Italie ne va guère mieux depuis le départ de Silvio Berlusconi. Il y a quelques semaines, le gouvernement italien a annoncé qu'en raison de l'aggravation de la récession au pays, le retour à l'équilibre budgétaire ne se fera pas avant 2015, deux ans plus tard que prévu. Enfin, l'Irlande, après sept budgets consécutifs d'austérité, n'est toujours pas tirée d'affaire. Le niveau de sa dette demeure très élevé et le taux de chômage est stagnant à presque 15 %.

Un paradigme largement contesté

Pourtant, ces programmes d'austérité ont été critiqués par plusieurs observateurs réputés, et ce, depuis quelques mois déjà. Tous expriment la même inquiétude : un dosage inadéquat dans l'application de ce remède ainsi qu'une absence totale de mesures qui devraient l'accompagner finiront par asphyxier éternellement les économies de ces pays fragiles. Loin d'être une question idéologique, c'est une simple question de logique économique. Une logique qui a été exprimée de manière éloquent par M. Hollande lors du débat télévisé l'opposant à M. Sarkozy : le corollaire



AFP, JACQUES DEMARTHON

François Hollande arrive à l'Élysée avec une autre approche de la gestion de la crise dans la zone euro.

d'une activité économique au ralenti ou en baisse est nécessairement un coffre de l'État plus dégarni (à cause des entrées fiscales moindres) et des finances publiques encore plus mal en point!

Joseph E. Stiglitz et Paul Krugman — deux prix Nobel d'économie — ont aussi exhorté à maintes reprises les pays européens, l'Allemagne notamment, de repenser ces politiques d'austérité qui plombent la croissance économique des pays « en convalescence ». Même que Krugman n'a pas hésité à qualifier cette obsession pour la discipline et l'orthodoxie budgétaires si chères à l'Allemagne, de « suicide économique » de toute la zone euro.

Par ailleurs, dans sa dernière publication, *Rapport sur le travail dans le monde 2012*, l'Organisation internationale du travail revient sur les politiques d'austérité mises en place depuis la crise des dettes souveraines et dénonce leurs conséquences. Celle-ci constate que « la dégradation de la situation illustre le piège que représente l'austérité pour les économies avancées, et tout d'abord pour l'Europe [...] Dans les pays qui ont poussé le plus loin l'approche austérité-plus-dérégulation, principalement ceux de l'Europe du Sud, la situation de l'économie et de l'emploi a continué à se dégrader et les mesures adoptées n'ont pas non plus réussi à stabiliser

leur position budgétaire [...] ».

Enfin, même le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, y est allé d'une sortie surprenante en déclarant le 25 avril dernier : « Nous avons un pacte budgétaire », faisant référence au Traité signé le 1er mars dernier et dont le pilier est la fameuse règle d'or budgétaire. Mais, il faudrait maintenant en faire un pacte de croissance ».

Un consensus, oui, mais...

En ce sens, M. Hollande sait qu'il se dégage clairement aujourd'hui un large consensus autour de la nécessité de briser cette spirale infernale austérité-récession et de retrouver le chemin de la croissance. Dans cette optique, sa première tâche, relativement facile, sera de convaincre Mme Merkel (et les marchés aussi) qu'il est possible de trouver le bon équilibre entre le devoir de l'assainissement budgétaire et celui de la relance économique. Sa deuxième, plus ardue, sera de convenir des modalités et des paramètres pour y arriver.

Or, c'est là que les choses risquent de se compliquer quelque peu. En effet, s'il y a un enseignement à tirer de la réalité de la zone euro depuis des mois, c'est que l'unité autour des principes généraux laisse souvent et rapidement place à la division dès lors qu'on commence à préciser les actions à prendre et surtout, à en mesurer les conséquences pour chacun des partenaires.

Lors du prochain Sommet européen qui aura lieu les 28 et 29 juin prochains, M. Hollande aura l'occasion de prendre connaissance de cette réalité assez rapidement et de réaliser que bien souvent « le diable est dans les détails »!

Khalid Adnane est économiste et professeur à l'École de politique appliquée et au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke.

TRIBUNE LIBRE

Tenez bon, Mme Beauchamp

Madame Line Beauchamp, Ministre de l'Éducation,

Quel courage vous manifestez depuis ce long conflit!

Consciente du vrai problème, vous ne vous laissez pas atteindre par le méléclo des demandes aussi farfelues les unes que les autres. On le sait, une seule réalité est sous-jacente à ce conflit : faire tomber votre gouvernement!

Une petite poignée de leaders syndicaux, soutenus par leurs associations, appuyés par certains dirigeants du Parti québécois qui osent porter le « carré rouge », tentent d'influencer le peuple, et privent les étudiants responsables du droit à leurs cours.

Oui, les foules de manifestants

semblent nombreuses dans nos rues, mais les étudiants respectueux de l'ordre sont infiniment plus nombreux. Ceux-là seront au travail cet été, ils gagneront des sous pour subvenir à leurs besoins. Ils pourront enseigner à leurs enfants les valeurs de respect, de l'ordre et de l'assiduité au travail. (...)

Enfin il me semble que, plutôt que de vouloir diriger la province, ces « petites têtes fortes » auraient intérêt à retourner à leurs cours. Des personnes compétentes sont capables de gérer la situation. Merci, Madame Beauchamp, merci, Monsieur Charest. Tenez bon, nous avons besoin de leaders comme vous.

Monique Audet
Sherbrooke

Une leçon de démocratie

Aujourd'hui, il nous faut saluer bien haut le mouvement étudiant qui vient rompre avec la triste monotonie quotidienne d'une société qui se complait dans une soumission inconsciente face à ses dirigeants, et c'est au Québec que ça se passe. Enfin un réveil démocratique!

Ils se font traiter de syndicalistes passés date, d'enfants gâtés, de rejetons de baby-boomers, d'inconscients et même de communistes : ils sont toujours debouts!

Ils se font frapper ou poivrer par une police qui n'a jamais lésiné sur les moyens pour se faire entendre et eux, ils sont toujours debout!

Ils se font flouer par le premier ministre et sa ministre de l'Éducation

qui cautionnent le gaspillage des universités et qui refusent de négocier, mais ils tiennent bon.

Contre vents et marées, ils proposent un choix de société qui rendrait le Québec meilleur et plus performant avec l'accessibilité pour tous à l'école, obligeant ainsi le gouvernement à purifier ses finances publiques et à mettre les priorités et l'argent à la bonne place.

Et ce, pour ainsi remettre enfin la province sur les rails de la réforme et du progrès.

Voilà un vrai choix de société! Nous ne pouvons que les envier.

Marc Boulianne
Sherbrooke